



# « NOUS SOMMES PARTIS DE RIEN » LE COLONIALISME BLANC ET LE MYTHE DE LA MÉRITOCRATIE

PAR SHEELAH McLEAN

**J**e suis une femme blanche et j'ai grandi dans les Prairies. Je me souviens que, petite, j'ai entendu bien des histoires sur les épreuves qu'avaient dû supporter mes grands-parents à leur arrivée au Canada. L'un de ces récits, particulièrement marquant, mettait en relief le fait que mes grands-parents avaient immigré avec très peu d'argent et de biens. J'ai mis de nombreuses années à comprendre que ces histoires illustraient l'idée selon laquelle notre famille étendue de colonisateurs blancs avait bâti sa fortune et sa situation grâce à son ingéniosité.

Ces textes nationaux que sont les histoires familiales établissent hors de tout doute que le dur labeur et l'intelligence des colonisateurs blancs constituent à eux seuls les fondements de notre statut sociopolitique. Ils passent sous silence les politiques coloniales qui sanctionnaient l'inégalité d'accès aux ressources, dont la terre. Le récit selon lequel ma famille se serait construit une vie de toutes pièces donne l'impression que les écarts économiques entre les colonisateurs blancs et les populations autochtones sont des phénomènes normaux et naturels.

Mon identité de colonisatrice blanche, comme celle d'une majorité de Canadiennes et de Canadiens, a été façonnée par une diversité de récits nationaux qui renforcent le mythe de la méritocratie, c'est-à-dire la croyance voulant que la réussite d'une personne tienne à son mérite personnel, attribuable par exemple au travail acharné et au talent naturel. L'absence de réussite résulterait a contrario d'un manque d'intelligence, d'une piètre éthique de travail, d'une faible moralité et du fait de ne pas savoir « comment faire avancer les choses » (Schick et St. Denis, 2003).

Le mythe selon lequel la création de la société canadienne repose sur l'éthique du travail individuel omet le fait que les groupes raciaux dominants ont accès au pouvoir sociopolitique. Ce discours ne révèle pas non plus que les groupes racisés se voient refuser l'accès à ces ressources et à ces possibilités. Le mythe de la méritocratie renforce l'individualisme libéral en présentant au public des explications racistes aux inégalités marquées qui existent entre les peuples autochtones et la

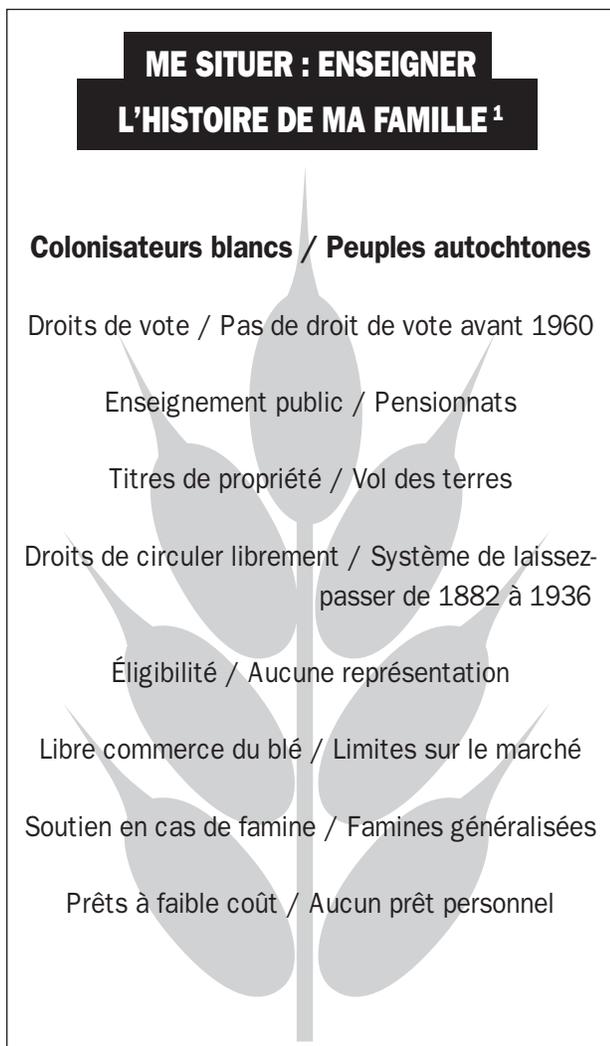
société des colonisateurs blancs. S'il ne fait aucun doute que mes grands-parents ont travaillé sans relâche pour assurer la subsistance de leur famille, il demeure essentiel de comprendre que ce sont les politiques gouvernementales qui ont assuré aux miens leur statut sociopolitique.

## LE MYTHE DE LA SUPÉRIORITÉ DU COLONISATEUR BLANC

Je suis une colonisatrice blanche de troisième génération : j'ai des grands-parents maternels norvégiens, et un grand-père écossais et une grand-mère suédoise du côté paternel. Mes parents, mes tantes et mes oncles parlaient tous anglais et ils se sont intégrés à la culture britannique par l'intermédiaire d'institutions comme l'église, par les rassemblements communautaires et par l'éducation publique. Lorsque j'ai voulu connaître la raison pour laquelle ma famille ne parlait qu'anglais, on m'a répondu que mes grands-parents souhaitaient que leurs enfants « réussissent bien en classe » et qu'ils « obtiennent de bons emplois ». Ce n'est là qu'un exemple de la façon dont les colonisateurs blancs de divers pays européens s'y sont pris pour s'assimiler à la culture blanche dominante en vue d'accéder au pouvoir sociopolitique (McLean, 2016).

En 1908, mon grand-père maternel a acquis une terre de 160 acres dans la partie nord de la Saskatchewan : il lui en a coûté 10 \$ et la promesse d'améliorer 10 acres de cette terre. En d'autres termes, pour obtenir son titre de propriété, il lui fallait « faire ses preuves », ou cultiver et utiliser les terres à des fins agricoles. Il a vendu du blé, de l'avoine et de l'orge librement sur le marché et a pu voyager partout au Canada sans se voir imposer le moindre règlement de la part des autorités fédérales et provinciales. En qualité de colonisateur blanc et de citoyen canadien, mon grand-père a pu voter aux élections et a joué un rôle important à titre d'organisateur de la Co-operative Commonwealth Federation dans sa communauté rurale. Ma grand-mère n'a quant à elle obtenu le droit de vote qu'en 1916.

Ma mère est née en 1930, durant une période particulièrement difficile pour la population des Prairies. Afin d'aider les familles comme la mienne, le gouvernement a distribué de la viande en conserve et d'autres produits. Il a adopté cette politique pour que les familles n'abandonnent pas leurs fermes et qu'elles continuent de s'employer à concrétiser le rêve national de l'État fédéral : un pays constitué de colonisateurs blancs.



La réussite qu'ont connue mes grands-parents leur a permis d'embaucher deux ou trois travailleurs agricoles à la fois et, par la suite, d'obtenir des prêts bancaires pour se procurer du matériel agricole moderne. L'accès qu'a eu ma famille à la terre au début du 20<sup>e</sup> siècle, de même que le droit à la citoyenneté, à l'éducation publique, à la liberté de circulation, à l'emprunt et à l'aide gouvernementale durant la famine lui ont permis d'assurer sa mobilité ascendante et d'atteindre le niveau de la classe moyenne. L'économie politique du statut de colonisateur blanc a ensuite été transmise d'une génération à l'autre<sup>2</sup>.

Au cours de la même période historique, alors que les membres de ma famille tiraient profit de leur situation de citoyens blancs, les peuples autochtones se voyaient soumis à des politiques génocidaires. Ces politiques comprenaient, de façon non limitative, la dépossession et le vol constants des terres; l'adoption de la *Loi sur les Indiens*, raciste et sexiste; la violence des pensionnats indiens; l'autorité imposée aux organismes

autochtones au moyen du système des laissez-passer (Williams, 2015); la privation des droits; et la famine organisée (Daschuk, 2014). Il ne s'agit là que d'un aperçu : la liste des politiques ayant servi à maintenir le colonialisme blanc tout en violant les droits des Autochtones est en fait beaucoup plus longue (Thobani, 2011; Simpson, 2014; Manuel, 2015). Ces politiques racistes n'ont pas disparu, mais elles s'incarnent dans les formes que revêt actuellement l'oppression raciale.

J'utilise le tableau ci-joint à titre d'outil didactique pour analyser les inégalités dans une société coloniale, et j'invite les élèves à effectuer un travail sur leurs origines et à se pencher sur leur histoire familiale. Au moyen de photographies, d'entrevues avec des membres de leur famille et d'une recherche historique, ils en arrivent à comprendre leur position sociale dans un contexte colonial et à analyser la façon dont on crée et on entretient les inégalités à l'égard d'un grand groupe social. Il importe également d'inclure dans ce tableau les interrelations de ces politiques différenciées fondées sur la sexualité, le genre et d'autres marqueurs d'identité.

Les rouages de l'esprit national canadien ont engendré des inégalités à caractère racial en apparence naturelles et normales, particulièrement pour ceux et celles d'entre nous qui en bénéficient. Ces pratiques associées à l'édification d'une nation ont permis d'asseoir le pouvoir socioéconomique des colonisateurs blancs — surtout s'ils étaient de sexe masculin et propriétaires fonciers —, tout en dépossédant les peuples autochtones et en assujettissant les groupes considérés comme des étrangers. À ces récits sur l'ingéniosité des colonisateurs blancs, il convient donc d'opposer des recherches historiques portant sur 150 ans de pratiques coloniales racistes, sexistes et homophobes. ●

*Enseignante au secondaire, chercheuse et spécialiste en matière d'éducation contre le racisme et l'oppression, **Sheelah McLean** (Ph. D.) est également organisatrice pour le mouvement Idle No More. Forte de ces compétences, elle a orienté ses travaux vers des projets portant sur l'inégalité, plus précisément sur l'héritage de l'oppression vécue par les peuples autochtones au sein d'une société de colonisateurs blancs.*

*Le présent texte constitue une brève introduction à ses recherches et à ses cours sur l'éducation contre le racisme et le colonialisme.*

## RÉFÉRENCES

- DASCHUK, J. W. *Clearing the Plains: Disease, Politics of Starvation, and the Loss of Aboriginal Life*, Regina, University of Regina Press, 2014.
- MANUEL, A. *Unsettling Canada: A National Wake-Up Call*, Toronto, Between the Lines, 2015.
- MCLEAN, S. *Disturbing Praxis: a Foucauldian Analysis of Student Subjectivities and Classroom Pedagogies in Public Schools*, thèse de doctorat, Saskatoon, University of Saskatchewan, 2016.
- SIMPSON, A. *Mohawk Interruptus: Political Life Across the Borders of Settler States*, Durham, Duke University Press, 2014.
- ST. DENIS, V., et C. SCHICK. «Critical Autobiography in Integrative Antiracist Pedagogy», dans BIGGS, L. et P. DOWNE (dir.). *Gendered Intersections: An Introduction to Women's and Gender Studies*, Halifax, Fernwood, 2003, p. 387-392.
- THOBANI, S. *Exalted Subjects: Studies in the Making of Race and Nation in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2011.
- WILLIAMS, A. (producteur et réalisateur). *The Pass System* [documentaire], Canada, Tamarack Productions, 2015.

<sup>1</sup> S. McLean, graphique familial, exposé et atelier sur l'antiracisme.

<sup>2</sup> Renseignements obtenus à l'occasion d'entrevues avec des membres de ma famille.